



anses

Maisons-Alfort, le 30/07/2025

Conclusions de l'évaluation

relatives à la demande de permis de commerce parallèle du produit phytopharmaceutique UNIVOQ PIMP®

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail a notamment pour missions l'évaluation ainsi que la délivrance de la décision d'autorisation de mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques. Le présent document ne constitue pas une décision.

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) a accusé réception d'un dossier, déposé par UNISEM SA, de demande de permis de commerce parallèle pour le produit phytopharmaceutique UNIVOQ PIMP®, pour un produit en provenance de Lituanie.

Les présentes conclusions sont émises dans le cadre du règlement (CE) n° 1107/2009, des dispositions prévues dans le code rural et de la pêche maritime, et en se basant sur le document guide européen SANCO/10524/2012.

Considérant que le produit importé, UNIVOQ®, bénéficie en Lituanie de l'autorisation de mise sur le marché en cours de validité n° AS2-13F (2023), dont le titulaire est CORTEVA AGRISCIENCE DENMARK A/S ;

Considérant que ce produit est déclaré par le demandeur identique au produit de référence UNIVOQ®, qui bénéficie sur le territoire national de l'autorisation de mise sur le marché en cours de validité n° 2210013, dont le titulaire est CORTEVA AGRISCIENCE FRANCE S.A.S. ;

Considérant les compositions intégrales et les fabrications de ces deux produits ;

La Direction de l'Evaluation des Produits Réglementés estime que les substances actives du produit UNIVOQ® (origine Lituanie) n'ont pas les mêmes origines que les substances actives entrant dans la composition du produit de référence UNIVOQ®.

En conséquence, il est considéré que la demande de permis de commerce parallèle pour le produit UNIVOQ PIMP®, présentée par UNISEM SA, ne satisfait pas les requis de l'article 52 du règlement (CE) n° 1107/2009 et des dispositions prévues dans le code rural et de la pêche maritime.

Pour le directeur général, par délégation,
le directeur,
Direction de l'évaluation des produits réglementés